

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION :	25 GH93 21 TVX
OBJET :	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)
PROCEDURE :	Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 - Acceptation du CCP

AVICENNE



125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 27 pages



AP-HP.
Hôpitaux universitaires
Paris Seine-Saint-Denis

SOMMAIRE

ARTICLE I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
SECTION 1.01 OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
SECTION 1.03 DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
SECTION 1.04 ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
SECTION 1.05 PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
SECTION 2.01 COMMANDES	6
SECTION 2.02 SUIVI DE L'EMISSION DU BON DE COMMANDE	7
SECTION 2.03 DUREE D'EXECUTION	7
(A) PHASE CONCEPTION	7
(B) PHASE REALISATION	7
SECTION 2.04 ARRET ET SUSPENSION D'EXECUTION	7
(A) ARRET D'EXECUTION	7
(B) SUSPENSION D'EXECUTION	8
ARTICLE III. CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS	8
SECTION 3.01 EXECUTION DE LA PRESTATION	8
SECTION 3.02 OBJET DES MISSIONS	9
SECTION 3.03 MODALITES COMMUNES A TOUTES LES MISSIONS DU PRESENT ACCORD CADRE	9
(A) MAITRISE D'OUVRAGE	9
(B) INFORMATIONS RELATIVES A L'OUVRAGE	9
(C) MODALITES DE PRESENCE	10
SECTION 3.04 MISSION D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DES ETUDES	10
(A) OBJECTIF DE LA MISSION	10
(B) ÉTENDUE DE LA MISSION	10
(C) INTERLOCUTEURS	10
(D) DEROULEMENT DE LA MISSION ET LIVRABLES	10
SECTION 3.05 MISSION D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX	13
(A) OBJECTIF DE LA MISSION	13
(B) ÉTENDUE DE LA MISSION	13
(C) INTERLOCUTEURS	13
(D) DEROULEMENT DE LA MISSION ET LIVRABLES	13
SECTION 3.06 MISSION DE CONSEIL PONCTUEL	16
ARTICLE IV. AVANCE	16
ARTICLE V. PRIX DE L'ACCORD CADRE	16
SECTION 5.01 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	16
SECTION 5.02 CONTENU DU PRIX	16
SECTION 5.03 MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	16
ARTICLE VI. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	18
SECTION 6.01 REGLEMENT DES COMPTES	18

SECTION 6.02	EXCLUSIVITE DE REMUNERATION	19
SECTION 6.03	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	19
SECTION 6.04	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	20
ARTICLE VII.	PENALITES	20
SECTION 7.01	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	21
ARTICLE VIII.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	22
SECTION 8.01	MOTIFS DE RESILIATION	22
SECTION 8.02	CONSEQUENCE DE LA RESILIATION	23
SECTION 8.03	EXCEPTION	23
SECTION 8.04	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	23
SECTION 8.05	RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES	23
ARTICLE IX.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	24
SECTION 9.01	EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	24
SECTION 9.02	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	24
ARTICLE X.	PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE	24
ARTICLE XI.	NANTISSEMENT	24
ARTICLE XII.	ASSURANCES	24
ARTICLE XIII.	CERTIFICATS	25
ARTICLE XIV.	DROIT	25
ARTICLE XV.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	25

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ont pour objet de rappeler les principes et modalités de réalisation des missions de contrôle technique dans le cadre des opérations de travaux ou projets d'opérations de travaux réalisés sur le site immobilier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis.

Lieux d'exécution :

- Hôpital Avicenne : 125, rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY
- Hôpital Jean Verdier : Avenue du 14 Juillet BONDY 93143 BONDY
- Hôpital René Muret : Rue du Docteur Schaeffner 93 270 SEVRAN

Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Lot	Désignation	Seuil minimum H.T	Seuil maximum H.T
A	Missions de Contrôle Technique (C.T.)	Sans objet	250.000 € HT
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)	Sans objet	150 000€ HT
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	Sans objet	225 000€ HT
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)	Sans objet	300 000,00€HT

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R2122-4 du code de la commande publique.

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

L'accord cadre est divisé en quatre (04) lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
A	Missions de Contrôle Technique (C.T.)
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	4 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)
----------	---

Chacun des lots fera l'objet d'un accord cadre séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Les bons de commande et la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire correspondant à chaque bon de commande ;
- Le programme et/ou tout document annexé au bon de commande ;
- Le mémoire technique ou la note méthodologique sur les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation. Le candidat est tenu de joindre à son offre ce document qui aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'ouvrage ;

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G. PI - option A), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- L'ensemble des textes administratifs (législatifs et réglementaires) auxquels la prestation est soumise par sa nature (récapitulé sans exhaustivité à l'article 1.1.1. du présent C.C.P.);
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur à la date de remise des offres et les spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés éventuellement applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	5 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

❶ Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.

Article II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

Section 2.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins des services. A chaque mission correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- Le projet ou l'opération concernée ;
- L'enveloppe financière affectée aux travaux ;
- Le contenu de la mission et les différentes phases ;
- Le découpage de la mission en une ou plusieurs tranches (il n'est pas prévu d'indemnité d'attente, ni de dédit afférent à des éventuelles tranches conditionnelles) ;
- Le montant du bon de commande qui est la somme des éléments de mission en phase études et phase travaux. Pour la phase travaux, il est égal au produit de la durée prévisionnelle par le montant mensuel correspondant à cette durée.

Phase	Elément de mission	Pourcentage du montant du bon de commande	Pourcentage cumule
ETUDES	APS	20% correspondant à la phase étude	20% du montant de la phase étude
	APD	20% correspondant à la phase étude	40% du montant de la phase étude
	PRO	30% correspondant à la phase étude	70% du montant de la phase étude
	DCE	30% correspondant à la phase étude	100% du montant de la phase étude
TRAVAUX	Acomptes : Mensuels en fonction du nombre de mois déterminé par la MOA	80% de la phase suivi de travaux indiqué dans le Bon de commande	80% de la phase suivi de travaux
	DOE	10% de la phase suivi de travaux indiqué dans le Bon de commande	90% de la phase suivi de travaux
	PV achèvement de travaux	10% de la phase suivi de travaux indiqué dans le Bon de commande	100% de la phase suivi de travaux

L'accord cadre prévoit que certaines opérations ne nécessitent pas toujours l'intervention du prestataire sur tous les éléments de missions de la phase étude en fonction de sa nature. Aussi le bon de commande indiquera les éléments retenus et le montant du bon de commande sera adapté en fonction de la part indiquée dans le tableau ci-avant.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	6 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Dans l'éventualité où la durée réelle serait supérieure à la prévision pour une raison indépendante de la volonté du titulaire ou un motif non imputable au titulaire il sera établi un bon de commande complémentaire prenant en compte l'allongement de la durée du chantier sur la base du montant du mois de référence à l'établissement du bon de commande.

Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

Section 2.02 Suivi de l'émission du bon de commande

A réception du bon de commande, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'adresser dans les 15 jours au responsable du pôle comptabilité, le bon de commande dûment visé, ainsi que les références et niveau de compétences de la (ou les) personne(s) physique(s) chargée(s) de la mission.

Section 2.03 Durée d'exécution

(a) Phase conception

Elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

(b) Phase réalisation

Elle débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

Section 2.04 Arrêt et suspension d'exécution

(a) Arrêt d'exécution

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G. P.I., l'arrêt d'exécution des prestations intervient dans les conditions suivantes : le maître d'ouvrage peut décider, pour quelque motif que ce soit, d'arrêter l'exécution des prestations prescrites par bons de commande à l'issue de chaque élément de mission lorsque la mission est décomposée en éléments de mission.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	7 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Dans le cadre de la mission conception, si le maître d'œuvre de l'opération, suite à modification de programme, est conduit par avenant à son accord cadre à remettre au maître d'ouvrage un nouveau document d'études relatif à un des éléments de sa mission et si le maître d'ouvrage demande au titulaire une prestation sur ce nouveau document d'études, l'exécution du bon de commande initial est maintenu et l'analyse de ce nouveau document d'études ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire.

De même, si le maître d'ouvrage suspend l'approbation d'un document d'étude établi par le maître d'œuvre à la fourniture d'un complément d'études, ou une reprise partielle d'étude, par ce dernier, il pourra être demandé au titulaire une prestation sur ce complément sans rémunération supplémentaire.

(b) Suspension d'exécution

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'opération, et dans cette hypothèse, le bon de commande serait alors réputé suspendu et non arrêté et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de la suspension, et pour autant que ce délai reste dans la durée de l'accord cadre, l'exécution du présent accord cadre serait alors reprise.

Si, à l'expiration du délai de deux ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le bon de commande se trouvera alors arrêté de plein droit.

En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au titulaire de l'accord cadre faisant l'objet du présent C.C.P. seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie visé ci-après.

Article III. CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS

Section 3.01 Exécution de la prestation

L'exercice des missions complémentaires de maîtrise d'œuvre comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, la coordination dans le temps et l'espace des actions des différents intervenants, la mise en cohérence des documents fournis par les intervenants et la participation, lorsque la présence du collaborateur est nécessaire à l'exercice de la prestation et à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

Pour l'exécution de chaque bon de commande, le titulaire est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage le collaborateur qui exécutera la prestation.

Dans l'hypothèse où le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer la mission qui lui a été confié dans le cadre d'un bon de commande afférent au présent accord cadre, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément en application de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. P.I. et organisé de la façon suivante :

- Le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance ;

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	8 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

- Le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est récusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

Pour l'exercice des missions confiées par bons de commandes, le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents au marché qui lui été attribué.

Il appartient au titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

Section 3.02 Objet des missions

L'accord cadre régi par ce CCP a pour objet trois prestations relevant du domaine de l'OPC :

1. Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des études ;
2. Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux ;
3. Mission de conseil ponctuel.

La forme spécifique des accord cadre à bons de commande et la durée maximale de cet accord cadre impliquent que les projets concernés par ces missions ne sont pas connus au préalable, et ne sont donc pas décrits dans les documents constitutifs du présent accord cadre.

Section 3.03 Modalités communes à toutes les missions du présent accord cadre

Ces modalités sont communes à toutes les missions décrites aux articles suivants, en dehors de la mission de conseil ponctuel.

(a) Maîtrise d'ouvrage

Les projets du groupe hospitalier sont conduits par la Direction des Investissements et de la Maintenance.

L'organisation de la maîtrise d'ouvrage sera communiquée au prestataire après commande d'une mission. D'une manière générale, l'interlocuteur privilégié du coordonnateur, au sein de la maîtrise d'ouvrage, sera désigné en tant que « maître d'ouvrage » dans le présent document.

(b) Informations relatives à l'ouvrage

Chaque prestation fera l'objet d'une commande auprès du titulaire pour une opération de construction donnée. Cette opération sera désignée lors de la commande. Plusieurs prestations, pour une même opération, pourront être commandées sur un même bon de commande.

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage fournira au prestataire les caractéristiques principales de l'opération, et précisera notamment le montant prévisionnel des travaux, le délai prévisionnel de réalisation des travaux, l'allotissement prévu par le maître d'œuvre, ainsi que le nombre de tranches de l'opération.

De manière générale, par la suite, l'opération concernée par la mission commandée sera désignée par « projet de construction ».

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	9 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

(c) Modalités de présence

Au titre de chacune des missions, le prestataire doit assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, et concernant le projet de construction.

Il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

En outre, la mission 3 de conseil ponctuel s'applique aux réunions, visites ou entretiens ne concernant pas le projet de construction ou n'entrant pas dans le domaine de compétence du prestataire ; elle ne saurait être commandée pour une réunion, une visite ou un entretien entrant dans le cadre décrit ci-avant.

Section 3.04 Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des études

(a) Objectif de la mission

Dans le cadre de cette mission, le prestataire sera amené à définir une organisation optimale des interventions des différents prestataires intellectuels. Il veillera notamment à gérer les simultanités et enchaînements nécessaires, dans le respect d'un délai global contraint donné.

Une fois cette organisation définie et validée par le maître d'ouvrage, le prestataire assurera le pilotage de cette organisation, en suivant son avancement, et en proposant d'éventuelles actions correctives.

Le prestataire élaborera également les protocoles de diffusion de l'information concernant l'opération.

(b) Étendue de la mission

La mission d'OPC des études débute dès réception par le titulaire du Bon de commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achèvera à la désignation des entreprises de construction du projet.

Dès que la mission débute, le prestataire devra prendre connaissance, auprès du maître d'ouvrage, de l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

(c) Interlocuteurs

Outre le maître d'ouvrage, les interlocuteurs du coordonnateur en phase étude sont notamment (liste non limitative) :

Les différents assistants du maître d'ouvrage (notamment assistants techniques et juridiques) ;

- Le programmiste ;
- Le maître d'œuvre
- Le bureau de contrôle technique ;
- Le coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) ;
- Le coordonnateur Système de Sécurité Incendie (CSSI) ;

(d) Déroulement de la mission et livrables

Tous les documents (rapports, plannings) seront remis au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier (+ 1 reproducible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique (fichier d'origine + fichier au format PDF).

Les délais de remise des documents sont indiqués dans le CCP du présent accord cadre.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	10 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

(i) Définition du mode d'organisation

Dans un premier temps, le pilote définira les différents modes d'organisation possibles. Il analysera alors les avantages et inconvénients de chacun d'eux, au regard des contraintes du projet, qu'il aura identifiées avec le maître d'ouvrage.

Le pilote remettra alors ses conclusions au maître d'ouvrage, sous la forme d'un rapport, en vue de l'aider à définir le mode d'organisation le plus adapté à ses besoins.

(ii) Calendrier prévisionnel des études

Le pilote devra recenser tous les prestataires intellectuels opérants, ou amenés à opérer, sur le projet et identifier les interactions entre leurs missions.

De cela, il mettra en évidence les enchaînements nécessaires entre ces missions, et établira ensuite un calendrier prévisionnel d'exécution des études, prenant notamment en compte les délais de validation de chaque phase de la conception et de consultation d'éventuels organismes compétents (commission de sécurité par exemple).

Ce calendrier permettra alors au pilote de définir les moyens humains et matériels nécessaires au respect de celui-ci.

Le pilote remettra le calendrier, et le besoin en moyens humains et matériels découlant de ce calendrier, au maître d'ouvrage. Le calendrier sera amené à être contractualisé avec les différents prestataires intellectuels.

(iii) Adéquation entre le calendrier et les moyens mis en œuvre

À la lumière du calendrier qu'il aura précédemment défini, et des moyens nécessaires qu'il aura identifiés, le pilote analysera les moyens proposés par les différents prestataires intellectuels, et vérifiera qu'ils sont cohérents avec le calendrier prévisionnel des études.

Le pilote remettra alors ses conclusions au maître d'ouvrage sous la forme d'un rapport, et y proposera, si besoin est, des dispositions complémentaires à prévoir pour garantir le bon déroulement des études.

(iv) Pilotage des études

Le pilote suivra ensuite les études, en comparant le déroulement réel au calendrier prévisionnel. Il participera aux réunions d'avancement entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre (périodicité bimensuelle en moyenne), dont il établira et diffusera un compte-rendu.

Il mettra également à jour périodiquement le calendrier des études au vu de la réalité, et le présentera au maître d'ouvrage. Il aura alors la charge d'identifier les tendances du déroulement des études, et de proposer d'éventuelles actions correctives à apporter au mode d'organisation choisi.

Le pilote proposera également, si nécessaire, des mesures coercitives à l'égard des différents prestataires, en vue du respect des calendriers contractuels.

(v) Particularités de la phase APS

Durant la phase d'avant-projet sommaire, le pilote établira et mettra à jour régulièrement le calendrier « grosses mailles » de réalisation de l'ouvrage, comportant une planification d'ensemble et une planification générale par lot.

Il procédera également au recensement et à l'analyse des contraintes de toute nature, et en particulier : phasage éventuel des travaux, emprises du chantier sur le domaine public...

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	11 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Enfin, il assistera particulièrement le maître d'œuvre pour toutes les options de planning pouvant influencer sur l'économie du chantier.

(vi) Particularités de la phase APD

Outre la mise à jour et la définition plus précise des éléments de l'APS, le prestataire proposera ici une planification détaillée intégrant les éventuelles contraintes de phasage sur l'organisation et les accès de chantiers.

(vii) Particularités de la phase PRO

Durant la phase d'élaboration du projet, le prestataire établira, en concertation avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, un dossier guide comprenant les documents types du chantier (ordre de service type, fiche type de suivi des travaux modificatifs) et la présentation des états d'avancement du chantier.

Il définira également un protocole de diffusion des informations et de circulation des documents.

Le prestataire élaborera enfin un plan des installations de chantier ainsi qu'une note sur l'organisation du chantier.

(viii) Contribution à l'élaboration du DCE

Le coordonnateur établira, en coordination avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, le calendrier enveloppe composé par lot, faisant apparaître les différentes phases de réalisation de l'ouvrage.

La définition du délai global d'exécution des travaux reste néanmoins du domaine de compétence du maître d'œuvre.

Le prestataire fixera quant à lui les exigences d'effectifs en personnel à imposer dans le règlement particulier d'appel d'offres.

Ce calendrier sera accompagné d'un calendrier des études d'exécution et d'un calendrier détaillé applicable en phase de préparation du chantier.

(ix) Contribution à l'analyse des offres des entreprises

Lors de l'analyse des offres, le prestataire donnera son avis sur l'adéquation entre les moyens proposés par les entrepreneurs et les moyens théoriques issus des premières analyses d'ordonnancement qu'il aura réalisées.

Il rendra cet avis par écrit au maître d'ouvrage, afin que celui-ci puisse en tenir compte dans son rapport d'analyse des offres.

(x) Assistance lors de la mise au point du marché

Après désignation des entreprises de construction, lors de la mise au point du marché, le prestataire, en relation avec le maître d'œuvre, recalera éventuellement le calendrier général des travaux, afin de l'intégrer au marché.

Le coordonnateur insèrera dans ce calendrier la fourniture d'éventuels prototypes à réaliser à la demande du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre afin de choisir en toute connaissance de cause les prestations offertes par les entreprises désignées.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	12 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

En cas d'inadéquation entre les moyens humains et matériels proposés par les entreprises choisies avec les moyens nécessaires théoriques, le coordonnateur proposera d'éventuelles dispositions correctives visant à garantir la cohérence entre les moyens mis en œuvre et le calendrier.

Si besoin, le coordonnateur établira une convention d'utilisation d'un compte prorata lors du chantier. Cette convention sera annexée aux pièces de l'accord cadre

Le prestataire organisera toutes les réunions nécessaires à la mise au point du marché sur le plan de l'organisation des travaux, et notamment celles ayant pour objet l'optimisation du planning des travaux.

Section 3.05 Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux

(a) Objectif de la mission

Dans le cadre de cette mission, le prestataire sera amené, en coordination avec les entreprises, à organiser de manière optimale les tâches de construction du projet, en gérant les simultanités et les enchaînements nécessaires, au moment opportun, et dans un délai contraint donné.

Une fois cette organisation définie et validée par le maître d'ouvrage, le prestataire assurera le pilotage de cette organisation, en suivant son avancement, et en proposant d'éventuelles actions correctives.

Le prestataire mettra également en place un protocole de diffusion de l'information et des documents aux différents intervenants.

(b) Étendue de la mission

La mission commencera dès réception par le titulaire du Bon de commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achèvera à la levée des réserves.

Néanmoins, si la mission est commandée alors que la phase de préparation de chantier est entamée, elle débutera dès passage de la commande. Le prestataire sera alors chargé de prendre connaissance du travail effectué depuis la désignation des entreprises de construction.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

(c) Interlocuteurs

Outre le maître d'ouvrage, les interlocuteurs du coordonnateur en phase travaux sont notamment (liste non limitative) :

Les différents assistants du maître d'ouvrage (notamment assistants techniques et juridiques) ;

- Le maître d'œuvre ;
- Le bureau de contrôle technique ;
- Le coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) ;
- Le coordonnateur Système de Sécurité Incendie (CSSI) ;
- Les entreprises de construction.

(d) Déroulement de la mission et livrables

Tous les documents (rapports, plannings) seront remis au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier (+ 1 reproducible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique (fichier d'origine + fichier au format PDF).

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	13 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Les délais de remise des documents sont indiqués dans le CCP du présent accord cadre.

(i) Démarche générale

Tout au long de cette phase, le prestataire mettra à jour et diffusera l'organigramme du chantier et constituera le fichier identifiant les intervenants.

Il recensera également les documents administratifs (attestations d'assurance par exemple), les contraintes et les formalités administratives conditionnant les travaux, notamment pour leur calendrier.

Le coordonnateur définira un protocole de diffusion de l'information et des documents, et veillera à sa mise en place et à son bon fonctionnement.

Le prestataire constituera également un dossier de chantier contenant les ordres de service, comptes-rendus, les documents « bons à exécution », les avis du contrôleur technique, les avis du coordonnateur SPS, les PV de réception des ouvrages... Il tiendra ce dossier à jour tout au long de sa mission. Ce dossier sera accompagné d'un journal de chantier sur lequel le prestataire consignera tous les événements intéressant le déroulement des travaux et pouvant modifier les délais d'exécution.

Enfin, le pilote rendra compte périodiquement (périodicité à définir au cas par cas suivant l'opération) de l'avancement de l'opération au maître d'ouvrage.

Il travaillera également en coordination avec le coordonnateur SPS, et l'informera des prévisions de coactivité deux (2) semaines à l'avance. Le prestataire assistera également aux réunions du CISSCT le cas échéant.

(ii) Préparation des travaux

Lors de la période de préparation contractuelle des travaux, le prestataire définira, en relation avec les entreprises de construction, l'ordonnancement des tâches du chantier, et déterminera les simultanités et enchaînements nécessaires au déroulement du chantier.

Il définira également les interfaces entre les tâches du chantier et les éventuels travaux externes (concessionnaires, services municipaux...).

Le coordonnateur s'assurera ensuite que les moyens humains et matériels prévus par les entreprises sont suffisants pour réaliser chaque tâche du calendrier d'exécution, et pour respecter les échéances aux interfaces.

En accord avec les entreprises, il élaborera alors le calendrier d'exécution : ce calendrier comprendra le calendrier des études des entreprises, le calendrier de travail de la mission de synthèse et le calendrier détaillé des travaux. Le coordonnateur établira également des plannings par zone de chantier et par corps d'état.

Sur ces calendriers, le pilote fera notamment apparaître les délais relatifs :

- À l'organisation matérielle du chantier ;
- À l'organisation de chantier propre à chaque lot ;
- À la mise en place et au repliement des moyens essentiels ;
- Aux démarches, formalités, visas, décisions, etc. ;
- Aux commandes, fabrications en usine, approvisionnements, livraisons sur chantier ;
- À l'exécution détaillée des travaux pour chaque lot ;
- À la finition, aux vérifications techniques, aux essais et mises en service des installations techniques, aux opérations préalables à la réception des travaux ;

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	14 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

- Aux visites des commissions de sécurité.

L'ordonnancement du chantier sera remis par le coordonnateur aux différents interlocuteurs sous forme de graphe ou de schéma logique, en y indiquant le chemin critique.

Le calendrier d'exécution détaillé sera également diffusé par le prestataire à l'ensemble des participants de l'opération.

(iii) Pilotage des études d'exécution

Le pilote organisera les réunions de coordination nécessaires au bon déroulement des études d'exécution (plans de synthèse, de coordination, d'exécution...) et planifiera et coordonnera le fonctionnement de la cellule de synthèse avec les entreprises (sous la direction et l'animation de la maîtrise d'œuvre).

Le prestataire rédigera les comptes-rendus de ces réunions.

Le pilote contrôlera le respect du calendrier des études et procédera aux relances nécessaires. Il mettra en place d'éventuelles mesures coercitives si elles se révèlent être nécessaires.

Pilotage du chantier en phase d'exécution des travaux

En phase d'exécution des travaux, le prestataire assurera le pilotage du chantier et la coordination temporelle des relations entre les différents intervenants.

Durant cette phase le pilote fera apparaître sur le calendrier d'exécution détaillé, l'avancement des tâches en pourcentages. En cas de retard, d'arrêt de chantier ou tout autre motif qui aura pour effet une modification des délais, le pilote proposera un calendrier corrigé si nécessaire.

Le pilote effectuera notamment un suivi comparatif des prévisions et des réalités et identifiera les tendances du déroulement du chantier. Il proposera, si besoin est, des propositions correctives à apporter, et éventuellement des mesures coercitives ou de sauvegarde à mettre en œuvre pour obtenir le respect du calendrier contractuel.

Durant cette phase, le pilote sera tenu d'assister à l'ensemble des réunions de chantiers hebdomadaires, et d'en faire le compte-rendu. Au-delà de la simple assistance, il devra les organiser et les piloter.

Le pilote effectuera également des visites inopinées sur le chantier (au moins 1 par semaine, en dehors des réunions de chantier) afin de vérifier son bon déroulement.

Sur le plan budgétaire, le prestataire validera l'avancement proposé par les entreprises dans leurs décomptes mensuels, avant validation par le maître d'œuvre. Enfin, il diffusera les demandes de devis modificatifs fournies par les entreprises, en assurera le suivi, et évaluera leur impact sur le planning.

Le prestataire assurera également la gestion éventuelle du compte prorata.

(iv) Réception des travaux et levée des réserves

Durant cette phase, le prestataire assistera le maître d'œuvre lors du recensement des éventuels travaux non terminés ou malfaçons, lors des visites de réception préalable.

Il organisera ensuite la réception des travaux.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	15 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Le coordonnateur planifiera alors les essais et contrôles nécessaires, les remises de plans et documents fournis après exécution, les travaux nécessaires à la levée des réserves, et les visites de contrôle du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Il diffusera les plans et documents fournis après exécution au maître d'œuvre et au contrôleur technique pour établissement du DOE.

Le coordonnateur élaborera alors le rapport de fin de chantier et précisera, le cas échéant, les responsabilités respectives des intervenants dans les retards.

Il participera également à l'analyse des mémoires en réclamation demandés par les entreprises, et au règlement des litiges relatifs aux délais ou à l'organisation du chantier.

Le prestataire effectuera toutes les relances nécessaires à la réalisation des prestations définies dans le présent accord cadre, et devra être présent jusqu'à la fin des phases de réception des travaux et levée de réserves.

Section 3.06 MISSION DE CONSEIL PONCTUEL

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien supplémentaire, d'une demi-journée (4h), incluant la rédaction d'un compte-rendu.

Article IV. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Article V. PRIX DE L'ACCORD CADRE

Section 5.01 Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord cadre est passé à prix global et forfaitaire pour chaque mission ou élément de mission défini par le bon de commande.

La rémunération du titulaire est établie pour chaque bon de commande par application du barème de rémunération figurant au cadre de prix annexé à l'acte d'engagement.

Section 5.02 Contenu du prix

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, objet du présent accord cadre, sont exclus des frais les moyens mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur accord cadre s'il est passé, soit prévus dans les pièces des accords-cadres à passer et les frais d'assurance résultant des dispositions prévues au présent C.C.P.

Section 5.03 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme durant la 1ère année contractuelle et pourra faire l'objet d'une révision de prix à chaque échéance annuelle

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	16 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à 3%, les hôpitaux HUPSSD se réservent la possibilité de résilier l'accord cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Article VI. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Section 6.01 Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire de l'accord cadre fait l'objet d'acomptes, comme indiqué ci-après :

Acompte	Echéance	Pourcentage du prix Global forfaitaire	Pourcentage cumule
1er	Remise du rapport de l'examen des dossiers d'études APS	20% correspondant à la phase étude	20% du montant de la phase étude
2ème	Remise du rapport de l'examen des dossiers d'études APD	20% correspondant à la phase étude	40% du montant de la phase étude
3ème	Remise du rapport de l'examen des dossiers d'études PRO	30% correspondant à la phase étude %	70% du montant de la phase étude
4ème	Remise du rapport de l'examen des dossiers d'études DCE	30% correspondant à la phase étude	100% du montant de la phase étude
Acomptes Mensuels	A partir de la délivrance de l'ordre de service de début d'exécution des travaux du marché du lot « gros-œuvre » et jusqu'à la réception effective des ouvrages. 80 % du montant de la phase suivi de travaux divisé par le nombre de mois indiqué pour la durée du chantier.	80% de la phase suivi de travaux	80% de la phase suivi de travaux
Acompte avant Solde	A la remise DU DOE	10% de la phase suivi de travaux	90% de la phase suivi de travaux
Solde	A la délivrance du procès-verbal d'achèvement de la mission	10% de la phase suivi de travaux	100% de la phase suivi de travaux

Le projet de décompte du mois « m » des sommes dues au titulaire doit être remis au Maître d'Ouvrage avant le dernier jour du mois « m + 1 ».

Les décomptes périodiques doivent être détaillés et reprendre l'ensemble des prestations réalisées depuis le commencement d'exécution des prestations.

La révision des prix doit être comptabilisée dans chaque décompte périodique.

Après achèvement de l'ouvrage, le titulaire établit le projet de décompte final fixant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre au titre de son accord cadre.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	18 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Ce projet final est remis au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans le délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

Le Maître d'Ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du bon de commande pour l'exécution de l'ensemble de la mission calculée à partir des postes suivants :

- le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 1.5.3. ;
- les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage,
- le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :
 - le décompte final ci-dessus
 - la récapitulation du montant des décomptes périodiques
 - l'incidence de la T.V.A.
 - le montant du solde à verser au titulaire

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général. Après acceptation par le titulaire, le décompte général devient le décompte général et définitif.

Section 6.02 Exclusivité de rémunération

Le titulaire de l'accord cadre ne peut assurer d'autres prestations et percevoir à ce titre d'autres rémunérations relativement à des projets et opérations sur le site du groupe hospitalier.

Le titulaire de l'accord cadre n'est autorisé à effectuer des missions de maîtrise d'œuvre et / ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage que dans le cadre d'opérations immobilières menées par les autres structures de l'AP-HP.

Toutefois, si le titulaire exerce à la date de notification du présent accord cadre une mission de maîtrise d'œuvre et / ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur une opération immobilière relative au groupe hospitalier, il poursuit l'exécution de cette mission mais ne peut recevoir de bon de commande sur cette opération au titre du présent accord cadre.

Section 6.03 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 26750045201928 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne
- 032 pour Jean Verdier
- 069 pour René Muret

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les acomptes visés au présent article seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans le bon de commande.

Chaque acompte ainsi que le solde feront l'objet d'une demande de paiement datée et comprendra :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	19 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Les factures doivent indiquer :

- nom et adresse du créancier
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE
- la désignation des prestations réalisées
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- le taux et le montant des taxes
- le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- les numéros des bons de commande
- le numéro de l'accord cadre
- les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

Section 6.04 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles L2232-6 à L2232-7 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Article VII. PENALITES

Le titulaire de l'accord cadre devra s'attacher à ne pas retarder de déroulement de l'opération.

A cet effet et à défaut de les obtenir spontanément, il lui appartient de mettre en demeure les intervenants de l'opération pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation des travaux fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son organisation de travail.

Il devra respecter les délais indiqués pour les tâches répertoriées dans le tableau ci-après.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	20 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Le titulaire ne pourra en aucun cas exciper pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandées au maître d'ouvrage ou à intervenant dans l'opération.

En cas de retard, et faute pour le titulaire d'avoir présenté une justification recevable, une pénalité de 1/500 de la rémunération forfaitaire totale correspondant au bon de commande considéré pourra lui être appliqué par jour calendaire de retard par rapport au délai fixé par le présent cahier des charges ou le bon de commande et pour chacune des tâches de retard.

Les délais du maître de chantier pour remettre ses documents sont fixés comme suit :

Phase conception

Documents	Délais de remise des documents
Note d'organisation du chantier	A remettre en même temps que le dossier PRO
Calendrier général TCE (pièce figurant au CCAP du DCE)	En même temps que le dossier PRO
Autres documents nécessaires au DCE	En même temps que le dossier PRO

Phase réalisation

Documents	Délais de remise des documents
Rapport mensuel d'avancement	Au plus tard 48 heures avant la revue de projet périodique organisée par le maître d'ouvrage
calendrier détaillé TCE	Au plus tard une semaine avant la fin de la période de préparation
compte rendu des réunions de chantier	Au plus tard 48h après la réunion concernée
compte rendu des réunions de synthèse	
constat d'avancement hebdomadaire	
tableau de gestion des plans d'exécution	Figure dans le compte rendu de chantier
tableau de gestion des fiches de travaux modificatifs	
planning et protocole des opérations de réception	Au plus tard 2 mois avant leur date prévisionnelle de démarrage
rapport de fin de chantier	Au plus tard 3 semaines après la date de réception des ouvrages

Par ailleurs, au cas où le maître d'ouvrage serait pénalisé pour un non-respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du titulaire, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au maître d'ouvrage sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi

Section 7.01 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	21 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article VIII. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Section 8.01 Motifs de résiliation

Le présent accord cadre pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi, le coordonnateur ne pouvant, pour sa part, prétendre à aucune indemnité :

- A. Au cas où le titulaire n'exécute pas ou ne respecterait pas une obligation quelconque lui incombant en vertu du présent accord cadre, ou l'un des engagements qui y sont contenus et où il ne serait pas porté remède à ce manquement dans les quinze (15) jours suivant la mise en demeure émanant du maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter ladite obligation ou ledit engagement,
- B. Aux cas où, le titulaire étant une personne morale :
 - Celle-ci serait absorbée par une autre entité ou absorberait une autre entité, et où la propriété de la majorité des actions ayant droit de vote du coordonnateur viendrait à changer de mains, sous quelque forme que ce soit et pour quelque raison que ce soit,
 - Les personnes physiques désignées à l'acte d'engagement ne seraient plus salariées de cette personne morale ou ne rempliraient plus les conditions légales leur permettant de réaliser la mission, et si le remplacement de cette personne physique ne recevait l'agrément du maître d'ouvrage,
- C. Au cas où le titulaire étant une personne physique, celle-ci viendrait à décéder ou encore ne remplirait plus les conditions légales lui permettant de réaliser sa mission :
 - N'a pas effectué à temps la formation spécifique qui lui est imposée,
 - Lorsqu'une plainte est déposée auprès du juge des référés, par l'inspecteur du travail, faisant état d'une carence du coordonnateur, chargé de la sécurité et de la protection de la santé.
- D. Au cas où l'arrêt de l'exécution des prestations interviendrait à la demande du titulaire, la résiliation ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité.

Par dérogation à l'article 22 et conformément à l'article 36 du CCAG PI, la résiliation de l'accord cadre donne lieu au versement d'une indemnité dans les cas suivants :

- E. Au cas où le maître de l'ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif technique, ou financier,
- F. En cas de sursis de statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	22 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage.

Section 8.02 Conséquence de la résiliation

Le règlement des prestations déjà exécutées se fera en appliquant l'ensemble des clauses du présent accord cadre relatif au calcul de la rémunération du titulaire.

Dans les hypothèses visées aux alinéas (a) à (d) ci-dessus, les suites onéreuses de la résiliation seraient mises à la charge du titulaire et incluses dans le décompte de solde.

Dans les hypothèses visées aux alinéas (e) et (f) ci-dessus, l'indemnité sera de 5% du montant HT du bon de commande diminué du montant HT non révisé des prestations exécutées.

Le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage tous les documents en sa possession concernant l'opération, sans attendre la liquidation des comptes entre les parties ou les paiements qui pourraient lui être dus par le maître d'ouvrage, lesquels seront subordonnés à la remise des dits documents.

Quelle que soit la cause ou la responsabilité de la résiliation, le maître d'ouvrage sera libre de faire poursuivre le présent contrat par un tiers de son choix, et d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre du titulaire de sécurité évincé.

Section 8.03 Exception

En atténuation des dispositions des alinéas 1 à 3 de l'article 39 du CCAG PI et du présent article, dans le cas d'une cotraitance et si le cas de résiliation ne concerne pas le mandataire, la défaillance de l'un des cotraitants n'entraîne ni résiliation, ni abattement sur la rémunération de la fraction des missions déjà accomplies si le mandataire obtient l'agrément par le Maître d'Ouvrage d'un nouveau cotraitant remplaçant celui responsable du cas de résiliation.

Section 8.04 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 36 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Section 8.05 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	23 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

Article IX. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Section 9.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 27 du C.C.A.G.- P.I.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

Section 9.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 27 et 39 du CCAG-P.I., en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article X. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

Article XI. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

Article XII. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	24 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article XIII. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

Article XIV. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article XV. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- P.I., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Section 2.04	Article 22 du C.C.A.G.- P.I.	Arrêt de l'exécution des prestations
Articles VII	Article 14.1 du C.C.A.G.- P.I.	Pénalités de retard d'exécution
Section 8.04	Article 40 du C.C.A.G.- P.I.	Résiliation pour motif d'intérêt général

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	25 / 26
CCP	Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.) Mars 2025	



Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés publics | 125, rue de Stalingrad |
93009 Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ACCEPTATION DU CCP

CONSULTATION : 25 GH93 21 TVX

OBJET : Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux
Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e)¹ atteste pour le compte de la société
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A le.....

Signature et cachet de la société

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux Lot D - Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)	26 / 26
CCP	Mars 2025	